Bolivie: les préfets autonomistes suspendent le dialogue avec Morales

04-10-2008

Ils refusent l'arrestation de plusieurs personnes liées avec "la tentative de coup d'Etat civico-préfectoral", comme le gouvernement national appelle la violence qui a régné quinze jours dans les départements de la Demie-Lune.

Quand un accord sur la nouvelle Constitution était presque trouvé, les préfets de l'opposition ont décidé "de suspendre" temporairement le dialogue développé à Cochabamba. Ils refusent l'arrestation de plusieurs personnes liées aux prises et attaques aux institutions de l'État durant "la tentative de coup d'Etat civico-préfectoral", comme le gouvernement national appelle la violence qui a régné du 9 au 14 septembre dans les départements de la Demie-Lune. Leurs préfets (de Beni, Santa Cruz, Tarija et Chuquisaca) ont choisi le tarijeño Mario Cossío pour en faire l'annonce : "C'est le moment de dire stop. L'avenir du dialogue est entre les mains du président de la République. Nous allons rester à Cochabamba dans l'attente de la réponse du président. Nous voyons qu'il y a un environnement radical dans le gouvernement qui est intéressé pour casser le dialogue et promouvoir la violence".Dans les derniers jours, cinq personnes ont été arrêtées à Santa Cruz, accusées d'avoir frappé le 15 août le commandant de la police nationale cruceña, Wilge Obleas, qui a renoncé à son poste la même nuit. Les jeunes, appartenant surtout à La Pesada Verde, hooligans du club de Oriente Petrolero, sont toujours détenus et placés sous enquête pour d'autres supposés délits. Selon leurs familles, les garçons ont été arrêtés de manière violente. Ils s'ajoutent à 15 détenus - y compris le préfet, Leopoldo Fernandez - pour le massacre d'au moins 19 paysans dans le département de Pando. Selon les organisations paysannes, il y a encore 24 disparus. Mille personnes de Pando, adeptes de Fernandez, ont échappé à la "dictature" du président Evo Morales en se réfugiant au Brésil.La Demie-Lune a retiré ses technicien des commissions de dialogue après l'arrestation de Jose Vaca, civique tarijeño accusé d'avoir organisé la prise du champ pétrolier Vuelta Grande pour ensuite faire sauter ses valves. Walter Arrazola, député de Podemos pour Santa Cruz a dit à Pagina/12 : "Aujourd'hui nous vivons un terrorisme d'Etat. Il y a une persécution des leaders de l'opposition, des leaders civiques. Les arrestations sont très violentes, avec des agents masqués sans qu'il n'existe de dénonciation formelle. Ainsi le dialogue est destiné à l'échec. La seule manière qui nous reste pour nous défendre est dans la rue. Le gouvernement nous La seule manière qui nous reste pour nous défendre est dans la rue. Le gouvernement nous pousse à la guerre civile".Arrazola a considéré qu'ils pourraient aussi essayer de l'arrêter en raison de son militantisme autonome : "je reviens juste du Club de Chasse et de Pêche, je suis allé acheter des munitions pour défendre ma famille. S'ils viennent de nuit masqués défoncer ma porte je vais répondre comme la loi internationale et nationale le permet. Ce sera de la défense propre", a-t-il précisé.Le premier du gouvernement à répondre a été le ministre de la Présidence, Juan Ramon Quintana : "Nous déplorons que les préfets aient suspendu le dialogue avec l'intention de protéger et de cacher un délit commun. Le dialogue n'est pas associé à ces processus pénaux. Non seulement nous sommes étonnés, mais nous préoccupe le fait que les préfets ne veuillent pas participer aux conversations. Une chose n'a rien à voir avec l'autre, sauf si un des préfets est lié avec l'explosion de la valve de gaz". Il a affirmé que les arrestations sont un ordre du Ministère Public. Quintana a voulu calmer les opposants : "Il n'existe absolument aucune menace sur aucun préfet. Autre chose serait qu'un préfet ait une crainte pour un acte que les boliviens ne connaissons pas".Le ministre du Gouvernement, Alfredo Rada, a indiqué qu'ils continueront les arrestations pour les jours rebelles de la Demie-Lune. "Ce sera la recherche qui déterminera les auteurs matériels, mais aussi les auteurs intellectuels, parce que cela a répondu à une stratégie. C'était des actions qui répondaient à une planification et bien entendu qu'à l'intérieur de la planification et de l'organisation qui a dirigé cela, étaient les leaders civiques." Comme partie de la campagne de désinformation, mise en application par plusieurs médias privés, dans les derniers jours a été divulgué que six militaires vénézuéliens ont été massacrés avec les paysans de Pando. Quintana s'est rapporté à cette dénonciation de plusieurs députés de droite : "Comme gouvernement national nous nous mettons à la disposition de n'importe quelle commission du Parlement national et nous les convoquons à ce qu'ils démontrent cet argument. Nous voudrions aller avec rechercher les familles, les parents et les enfants de ceux qui seraient morts, ainsi que leurs certificats de décès".Sebastián Ochoa, Pagina/12, 02 octobre 2008.http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-112586-2008-10-02.htmlTraduit par http://amerikenlutte.free.fr